

Unité départementale du Finistère
2 rue de Kerivoal
CS 83037
29325 Quimper

Quimper, le 5 - SEP. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LES RECYCLEURS BRETONS

7 rue du docteur Lancereaux
75008 PARIS

Références : ENV-D-25.399
Code AIOT : 0005503566

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/09/2025 dans l'établissement LES RECYCLEURS BRETONS implanté ZI de Kerbriant 29610 Plouigneau. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est déplacée sur le site suite à l'incendie d'un stockage de batteries au plomb dans la nuit du 2 septembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES RECYCLEURS BRETONS (PLOUIGNEAU)
- ZI de Kerbriant Restigou 29610 Plouigneau
- Code AIOT : 0005503566
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Les Recycleurs Bretons exploite un établissement spécialisé dans le tri/transit/regroupement et traitement de déchets.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conformité aux dossiers	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article Chapitre 1.3	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
2	Volumes autorisés	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 1.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Détection incendie	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Accès bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article Chapitre 7.4	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En marge des constats relatifs à l'incendie, l'inspection a constaté que l'exploitant entreposait des déchets combustibles (bois et plastiques) en quantités nettement supérieures aux volumes et tonnages autorisés et dans des conditions contraires à celles définies par le dossier de porter à connaissance du 7 mars 2022. Ces constats sont de nature à remettre en cause les conclusions de l'étude des dangers, le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie et de prévention des pollutions accidentelles, et de rendre inefficace ces moyens et l'intervention des services de secours.

La plupart des écarts apparaissent récurrents.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité aux dossiers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article Chapitre 1.3
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux dossiers
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier n° 19034/1 d'août 2019 éventuellement complété/modifié par les dossiers ultérieurement déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires ainsi que les réglementations autres en vigueur. Dans les six mois qui suivent la notification du présent arrêté, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité « installations classées », un dossier comprenant l'ensemble des éléments permettant d'attester que les installations de l'établissement respectent les dispositions réglementaires qui lui sont applicables.

Rappel des éléments des dossiers :

Le dossier de porter à connaissance du 07/03/2022 référencé R21121/1b prévoit les conditions d'entreposage suivantes afin de maîtriser les risques :

- Déchets de bois A : aire d'une surface de 200 m² et hauteur de 2 m pour un volume de 400 m³ - Des murs coupe-feu 2 h d'une hauteur de 3 m sont prévus sur 3 faces de l'aire pour limiter le risque de propagation d'un incendie aux aires voisines ;
- Déchets de bois B : aire d'une surface de 500 m² et hauteur de 2 m pour un volume de 1 000 m³ - Des murs coupe-feu 2 h d'une hauteur de 3 m sont prévus sur 3 faces de l'aire pour limiter le risque de propagation d'un incendie aux aires voisines ;
- Déchets de bâches agricoles: aire d'une surface de 700 m² et hauteur de 3,5 m pour un volume de 2 450 m³.

Ces conditions sont prises en compte pour déterminer les distances d'effet des incendies pouvant impacter ces déchets et évaluer le risque de propagation d'un incendie vers les aires d'entreposage voisines.

Les moyens d'intervention, les volumes et débit d'eau nécessaire à l'extinction et la gestion de celle-ci sont dimensionnés en regard des volumes de déchets combustibles entreposés au sein de l'établissement.

Constats :

L'état des stocks du 02/09/2025 transmis par courriel de l'exploitant montre que l'exploitant entrepose au sein de son établissement :

- 1 800 m³ de déchets de bois A, soit un volume 4,5 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales
- 2 000 m³ de déchets de bois B, soit un volume 2 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales
- 4 000 m³ de déchets de bâches plastiques agricoles, soit un volume 1,6 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales

Il est constaté visuellement par l'inspection que les entreposages de bois ont une hauteur nettement supérieure aux murs coupe-feu (voir photo en annexe).

Ces constats sont de nature à remettre en cause les conclusions de l'étude des dangers, de générer des impacts plus importants qu'évalués initialement et rendre plus difficile la mission des services de secours en cas d'incendie.

L'exploitant ne respecte pas les conditions d'exploitation qu'il a lui-même défini.

L'inspection avait constaté des faits similaires (hauteur d'entreposage trop importante) lors du contrôle du 30 septembre 2021, pour lesquels l'exploitant s'était mis en conformité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Volumes autorisés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative, Volumes autorisés

Prescription contrôlée :

2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t (...)	Batteries, piles : 30 t Benne amiante lié : 15 t	45 t
2714-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Déchets de Papier/carton : 1000 m ³ Bois : 1500 m ³ Plastiques : 500 m ³ Pneumatiques : 80 m ³	3080 m ³
2716-1	E	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1- supérieur ou égal à 1 000 m ³	Déchets d'activités économiques en mélange : 2000 m ³ Bâches plastiques agricoles : 5500 m ³ Déchets verts : 200 m ³ Laine de roche : 2000 m ³ Biodéchets : 50 m ³	9750 m ³

Constats :

L'état des stocks du 02/09/2025 transmis par courriel montre, notamment, la présence de :

- 58 t de batteries pour 30 t autorisés ;
- 3 800 m³ de bois pour 1 500 m³ autorisés ;
- 4 000 m³ de bâches agricoles pour 2 450 m³ autorisés (volume initial de l'AP de 2021 modifié par le porter à connaissance de 2022)

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article 7.3.3

Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie

Prescription contrôlée :

Tous les bâtiments sont équipés de dispositifs de détection incendie efficaces, maintenus et régulièrement contrôlés.

Constats :

Le bâtiment d'entreposage des batteries, DEEE et autres déchets de métaux n'est pas équipé de détection incendie. Il dispose d'une caméra de vidéosurveillance reliée à une centrale de contrôle. La surveillance est sous traité à un prestataire extérieur.

La vidéosurveillance n'a pas pour objectif la détection incendie comme l'a démontré le temps de latence entre le début de l'incendie visible sur l'enregistrement vidéo à 2h25 et le premier appel au directeur du site effectué à 3h24.

L'absence de détection incendie dans les bâtiments a été constaté par l'inspection le 30 septembre 2021. Compte tenu de l'engagement de l'exploitant d'équiper le site (cf rapport de l'inspection du 11 octobre 2021), il n'avait pas été proposé de suites administratives. L'inspection constate que l'exploitant n'a pas respecté ses engagements.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Accès bassin de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2021, article Chapitre 7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de rétention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 09 octobre 2023 l'inspection constatait: <i>« L'accès à la commande de cette pompe implique le passage par une trappe étroite (voir photo 5 en annexe) depuis le bâtiment d'entreposage des métaux précieux, puis de pénétrer sur l'aire clôturée du bassin, dans laquelle se trouvent en permanence 2 chiens de garde en libre circulation. Ces conditions n'apparaissent pas de nature à faciliter l'accès à la commande en situation d'urgence et sous stress, en cas de gestion d'un sinistre. »</i></p> <p>L'inspection des installations classées, dans son rapport du 14 novembre 2023, demandait à l'exploitant de <i>« faciliter les conditions d'accès à la commande de confinement du bassin afin que cette dernière puisse être manœuvrée en toutes circonstances et par n'importe quel agent habilité à cette manœuvre sur le site. »</i></p> <p>L'exploitant n'a pas apporté de réponse à cette demande et lors de la présente inspection, il est fait le même constat.</p> <p><u>Observation de l'inspection :</u> La configuration actuelle à l'accès à la commande de la pompe ne répond en aucun cas à la prescription et à son objectif.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Conformité aux dossiers



20250902_124123



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et l'appui territorial**

ARRÊTÉ N°XXXX DU XXXXXX 202X
IMPOSANT DES MESURES D'URGENCE
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 512-20 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
A LA SOCIÉTÉ LES RECYCLEURS BRETONS, DONT LE SIÈGE SOCIAL EST SITUÉ
7 RUE DU DOCTEUR LANCEREAUX – 75008 PARIS
POUR SON INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET TRAITEMENT DE
DÉCHETS EXPLOITÉES ZI DE KERBRIANT A PLOUIGNEAU.

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment son article L. 512-20 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°21-2021AI du 04 août 2021 à la société Les Recycleurs Bretons pour l'exploitation d'un établissement de tri, transit, regroupement et traitement de déchets à l'adresse ZI de Kerbriant sur le territoire de la commune de Plouigneau ;

VU le dossier référencé n° R21121/1b du 07 mars 2022 portant à la connaissance du Préfet du Finistère des modifications notables des conditions d'exploiter de l'établissement ;

VU le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 05 septembre 2025 ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 05 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 02 septembre 2025, à la lecture de l'état des stocks de la même date transmis par l'exploitant, l'inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées », a constaté les faits suivants :

- l'exploitant entrepose au sein de son établissement :
 - 1 800 m³ de déchets de bois A, soit un volume 4,5 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé ;
 - 2 000 m³ de déchets de bois B, soit un volume 2 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé ;
 - 4 000 m³ de déchets de bâches plastiques agricoles, soit un volume 1,6 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé ;

- 58 t de batteries soit un tonnage 2 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé ;
- Les entreposages de bois et de bâches ont visuellement une hauteur nettement supérieure aux murs coupe-feu et aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé, soit une hauteur d'entreposage de 2 m pour le bois et de 3,5 m pour les bâches

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier n° 19034/1 d'août 2019 éventuellement complété/modifié par les dossiers ultérieurement déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires ainsi que les réglementations autres en vigueur. »

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose que l'exploitant est autorisé à détenir les quantités de déchets suivantes:

- Bois : 1 500 m³ ;
- Bâches agricoles : 2 450 m³ (volume modifié par le dossier du 07/03/2022 susvisé)
- Batteries : 30 t

CONSIDÉRANT que ces manquements sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les moyens de lutte contre l'incendie et les conséquences d'un incendie sont évaluées sur la base des conditions nominales susvisées, et que le non-respect de celles-ci remet en cause les conclusions de l'étude de dangers et le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie, pouvant générer des impacts plus importants qu'évalués initialement et rendre inefficace les moyens de lutte contre l'incendie et l'intervention des services de secours ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 02 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées », a constaté les faits suivants :

- l'absence d'un dispositif de détection incendie dans le bâtiment d'entreposage des déchets de métaux ;
- l'exploitant a été informé plus d'une heure après le début de l'incendie par la société en charge de la vidéosurveillance ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose :

« Tous les bâtiments sont équipés de dispositifs de détection incendie efficaces, maintenus et régulièrement contrôlés. »

CONSIDÉRANT que ces manquements sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de détection incendie dans le bâtiment d'entreposage des batteries compromet une action rapide des services de secours et la limitation des conséquences d'un sinistre sur l'environnement, les biens et les personnes ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît nécessaire d'imposer à l'exploitant de cesser tout nouvel apport de déchets combustibles et de batteries dans son établissement afin de ne pas aggraver la situation constatée le 2 septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que les observations de l'exploitant susvisées présentent un échéancier prévoyant un retour à la conformité au plus tôt fin septembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que cet échéancier justifie le bien-fondé d'une restriction des réceptions de déchets dans l'établissement,

CONSIDÉRANT que les constats susvisés font apparaître de nouveaux risques pour les personnes ou pour l'environnement et qu'il y a donc lieu de faire application de l'article L. 512-20 du Code de l'environnement qui prévoit « *En vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées en application du présent titre, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités.* Ces mesures sont prescrites par des arrêtés pris, sauf cas d'urgence, après avis de la commission départementale consultative compétente. »

CONSIDÉRANT que, compte tenu de l'urgence à imposer ces mesures, les délais sont incompatibles avec ceux du recueil de l'avis du Comité départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions d'application des dispositions prévues à l'article L.512-20 du Code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société Les Recycleurs Bretons exploitant une installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets sise ZI de Kerbriant sur la commune de Plouigneau est tenue de respecter dès notification du présent arrêté la prescription suivante :

- Les réceptions de déchets de bois A et B, de déchets de bâches agricoles et de déchets de batteries sont interdites.

ARTICLE 2

La reprise des réceptions des déchets visés à l'article 1 est soumise à l'autorisation du Préfet sur justification, notamment, du respect des conditions d'entreposage définies dans le dossier du 7 mars 2022 susvisé et du respect de la prescription 7.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé relative à la détection incendie.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice

administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.

ARTICLE 4

En vue de l'information des tiers :

- 1^{er}. Une copie du présent est déposée à la mairie de la commune de Plouigneau et peut y être consultée ;
- 2^e. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de Plouigneau pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3^e. L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département, pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5

Le Secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Plouigneau, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'exploitant

Le Préfet,

Louis LE FRANC



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et l'appui territorial**

ARRÊTÉ N°XXXX DU XXXXXX 202X

DE MISE EN DEMEURE

EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.171-8 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT
DE LA SOCIÉTÉ LES RECYCLEURS BRETONS, DONT LE SIÈGE SOCIAL EST SITUÉ
7 RUE DU DOCTEUR LANCEREAUX – 75008 PARIS.....

DE RESPECTER LES PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX ACTIVITÉS DE SON
INSTALLATION DE TRI, TRANSIT, REGROUPEMENT ET TRAITEMENT DE DÉCHETS
EXPLOITÉES ZI DE KERBRIANT A PLOUIGNEAU.

LE PRÉFET DU FINISTÈRE

Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n°21-2021AI du 04 août 2021 à la société Les Recycleurs Bretons pour l'exploitation d'un établissement de tri, transit, regroupement et traitement de déchets à l'adresse ZI de Kerbriant sur le territoire de la commune de Plouigneau ;

VU le dossier référencé n° R21121/1b du 07 mars 2022 portant à la connaissance du Préfet du Finistère des modifications notables des conditions d'exploiter de l'établissement ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du [date], conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du [date] ;

ou

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

VU ...

VU ...

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 02 septembre 2025, à la lecture de l'état des stocks de la même date transmis par l'exploitant, l'inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées », a constaté les faits suivants :

- l'exploitant entrepose au sein de son établissement :
 - 1 800 m³ de déchets de bois A, soit un volume 4,5 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé ;
 - 2 000 m³ de déchets de bois B, soit un volume 2 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé ;
 - 4 000 m³ de déchets de bâches plastiques agricoles, soit un volume 1,6 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé ;
 - 58 t de batteries soit un tonnage 2 fois supérieur aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé ;
- Les entreposages de bois et de bâches ont visuellement une hauteur nettement supérieure aux murs coupe-feu et aux conditions d'exploitation nominales fixées par le dossier du 07/03/2022 susvisé, soit une hauteur d'entreposage de 2 m pour le bois et de 3,5 m pour les bâches

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions du chapitre 1.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier n° 19034/1 d'août 2019 éventuellement complété/modifié par les dossiers ultérieurement déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires ainsi que les réglementations autres en vigueur. »

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose que l'exploitant est autorisé à détenir les quantités de déchets suivantes:

- Bois : 1 500 m³ ;
- Bâches agricoles : 2 450 m³ (volume modifié par le dossier du 07/03/2022 susvisé)
- Batteries : 30 t

CONSIDÉRANT que ces manquements sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les moyens de lutte contre l'incendie et les conséquences d'un incendie sont évaluées sur la base des conditions nominales susvisées, et que le non-respect de celles-ci remet en cause les conclusions de l'étude de dangers et le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie, pouvant générer des impacts plus importants qu'évalués initialement et rendre inefficace les moyens de lutte contre l'incendie et l'intervention des services de secours ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 02 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées », a constaté les faits suivants :

- l'absence d'un dispositif de détection incendie dans le bâtiment d'entreposage des déchets de métaux ;
- l'exploitant a été informé plus d'une heure après le début de l'incendie par la société en charge de la vidéosurveillance ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose :

« Tous les bâtiments sont équipés de dispositifs de détection incendie efficaces, maintenus et régulièrement contrôlés. »

CONSIDÉRANT que ces manquements sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où l'absence de détection incendie dans le bâtiment d'entreposage des batteries compromet une action rapide des services de secours et la limitation des conséquences d'un sinistre sur l'environnement, les biens et les personnes ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 02 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement, spécialité « installations classées », a constaté les faits suivants :

- L'accès à la commande de la pompe du bassin de rétention implique le passage par une trappe étroite depuis le bâtiment d'entreposage des déchets de métaux, puis de pénétrer sur l'aire clôturée du bassin, dans laquelle se trouvent en permanence 2 chiens de garde en libre circulation.

CONSIDÉRANT que ces conditions n'apparaissent pas de nature à faciliter l'accès à la commande en situation d'urgence, elles constituent un manquement aux dispositions du chapitre 7.4 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose :

« (...) Les organes de commande nécessaires à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances (...) »

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Les Recycleurs Bretons de respecter les prescriptions des articles 1.2.1 et 7.3.3 et des chapitres 1.3 et 7.4 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société Les Recycleurs Bretons exploitant une installation de tri, transit, regroupement et traitement de déchets sise ZI de Kerbriant sur la commune de Plouigneau est mise en demeure de respecter les dispositions :

- du chapitre 1.3 et de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral susvisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, en se conformant aux conditions d'exploitation définies dans le dossier susvisé ;
- du chapitre 7.4 de l'arrêté préfectoral susvisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté ;
- de l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral susvisé dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté ;

ARTICLE 2

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient

être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

ARTICLE 3

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Rennes, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.

ARTICLE 4

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Finistère pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5

Le Secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire de Plouigneau, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée à l'exploitant

Le Préfet,

Louis LE FRANC